



COMMUNE DE SAINT-PEE-SUR-NIVELLE

Marché public de services

Objet de la consultation :

Accord-cadre à bons de commande

**PRESTATION DE SERVICE POUR LA REGIE TECHNIQUE DE
L'ESPACE CULTUREL LARREKO.**

REGLEMENT DE CONSULTATION

Date limite de remise des offres : vendredi 06 juin 2025 à 12h00.

ARTICLE 1 : IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Commune de SAINT-PEE-SUR-NIVELLE
75 rue Karrika
64310 Saint-Pée-sur-Nivelle
Téléphone : 05.59.54.10.19
Mail : dgs@senpere64.fr

ARTICLE 2 : OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

La présente consultation concerne la prestation de services pour la régie technique de l'espace culturel Larreko de la commune de Saint-Pée-sur-Nivelle.

Il s'agit d'un accord cadre mono attributaire avec émission de bons de commande dans le cadre d'une procédure adaptée, passée en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 et suivants du code de la commande publique.

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins.

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches ou en lots.

ARTICLE 3 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION

Les variantes sont autorisées.

La durée du marché est de un an à compter de la date de notification et reconductible trois fois. La durée totale du marché ne pourra excéder quatre ans.

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de remise des offres.

Aucune forme de groupement n'est imposée par la personne publique. La personne publique interdit aux candidats de présenter leurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements.

Les prestations seront financées selon les modalités suivantes :
Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

ARTICLE 4 : DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

Le dossier de consultation des entreprises est composé des documents suivants :

- le règlement de consultation ;
- l'acte d'engagement ;
- le bordereau des prix unitaires et détail quantitatif estimatif (DQE) ;
- le présent cahier des clauses particulières (CCP) et ses éventuelles annexes ;
- le mémoire technique.

Le dossier de consultation peut être consulté et téléchargé gratuitement sur le profil d'acheteur de la commune <https://demat-ampa.fr/entreprise>

Les soumissionnaires pourront s'authentifier sur le site et notamment indiquer une adresse courriel électronique permettant une correspondance électronique, notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications.

Tout candidat qui se procurera le DCE sous format électronique par un autre moyen que le téléchargement sur la seule plateforme de dématérialisation officielle du pouvoir adjudicateur, ou sans avoir pris la précaution de s'identifier sur cette même plateforme, risquera, sans que la responsabilité du Pouvoir Adjudicateur puisse être engagée, de ne pas être tenu informé des éventuelles évolutions du dossier ou questions évoquées dans le cadre de la procédure.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard 8 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 5 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les documents et offres fournis par les candidats seront entièrement rédigés en langue française et exprimés en euros hors taxes.

Si les offres des concurrents sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté ; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Documents à produire :

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes datées et signées par lui :

Justificatifs de la candidature :

- le formulaire DC1, dans sa version la plus récente, ou équivalent complété ;
- le formulaire DC2, dans sa version la plus récente, complété ; ce document et ses annexes éventuelles doit établir que le soumissionnaire possède bien les capacités techniques, professionnelles et financières nécessaires à l'exécution de l'accord cadre.
- l'attestation à jour du « label des prestataires de service du spectacle vivant » attribué par la Commission Nationale du Label du Syndicat Nationale des Prestataires de l'Audiovisuel Scénique et Evènementiel (SYNPASE) ou équivalent permettant de rémunérer des techniciens du spectacle en CDD d'usage.
- les habilitations concernant le personnel mis à disposition (les habilitations exigées pour chaque poste) ainsi que les justificatifs relatifs à leur formation et leur expérience professionnelle.
- les attestations prouvant qu'elle est à jour de ses obligations sociales (déclarations et paiements) auprès de l'Urssaf au 31 décembre de l'année précédente et du paiement des taxes et contributions dues au Trésor public.
- une liste des prestations, en lien avec le marché, réalisées depuis moins de 2 ans. La liste fera apparaître la nature des prestations.

Les formulaires DC1 et DC2 sont téléchargeables sur le site de la Direction des Affaires juridiques (<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen susvisé, en lieu et place des documents mentionnés.

Contenu de l'offre :

En réponse au marché, chaque candidat devra fournir un mémoire technique détaillant de façon complète et personnalisée les moyens, compétences, et modalités qu'il mettra en œuvre pour satisfaire aux exigences et préconisations du cahier des charges et de ses annexes.

Sa proposition comportera à minima :

- l'acte d'engagement complété et signé ;
- le bordereau des prix unitaires (BPU) et le détail quantitatif estimatif (DQE) complétés ;
- un mémoire technique présentant notamment le détail des moyens matériels et humains qu'il affectera à ses prestations, les garanties qu'il apporte pour respecter les délais d'intervention...

En outre, pour chaque sous-traitant présenté à l'acte d'engagement, le candidat devra joindre, en sus de l'annexe :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;

- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Le candidat retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire du marché qu'à la condition de produire dans un délai imparti par le pouvoir adjudicateur les certificats et attestations en cours de validité des administrations fiscales et sociales.

ARTICLE 6 : SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

Sélection des candidatures :

Les dossiers seront jugés recevables s'ils contiennent l'ensemble des éléments demandés à l'article 5.

Si le pouvoir adjudicateur constate que des pièces demandées sont absentes ou incomplètes, il pourra décider d'inviter les candidats concernés à produire ou à compléter ces pièces dans un délai identique à tous et qui ne pourra être supérieur à 8 jours.

Sélection des offres :

Le classement des offres et le choix de l'attributaire sont fondés sur l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères pondérés énoncés ci-dessous :

1) critère « prix » pondéré à 45%

Le candidat est informé que la collectivité souhaite conclure le marché dans l'unité monétaire EURO.

2) critère « valeur technique » pondéré à 55%

ARTICLE 7 : DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres, une demande par le biais de la plateforme <https://demat-ampa.fr/entreprise>

Toutes les demandes de précisions ou d'informations devront être transmises via la plateforme de dématérialisation <https://demat-ampa.fr/entreprise> avant la date limite fixée ci-dessus. Une réponse sera faite de la même manière à l'ensemble des opérateurs économiques ayant retirés le dossier de consultation.

De même, tous les échanges entre le pouvoir adjudicateur et les candidats pendant l'exécution du marché (demande de renseignements complémentaires, notification de rejet de l'offre, etc.), se feront via la plateforme de dématérialisation.

Le candidat recevra un mail émanant de la plateforme qui devra être ouvert dès

réception. Le téléchargement des pièces jointes se fait via le lien qui est adressé par le biais de la plateforme.

Enfin, pour faciliter les échanges et afin que les informations parviennent correctement au candidat, il est important d'indiquer l'adresse mail de l'interlocuteur qui sera en charge du dossier.

ARTICLE 8 : REMISE DES OFFRES

Les offres sont transmises en une seule fois. Si plusieurs offres sont adressées ou transmises successivement par un même candidat, seule la dernière reçue dans le délai fixé pour la remise des offres sera ouverte.

Les offres doivent être déposées sur <https://demat-ampa.fr/entreprise>.

Le soumissionnaire reconnaît avoir pris connaissance de la notice d'utilisation de la plateforme de dématérialisation <https://demat-ampa.fr/entreprise> et toute action effectuée sur ce site sera réputée manifester le consentement du soumissionnaire à l'opération qu'il réalise. En cas de difficulté lors du pli, le candidat est invité à se rapprocher du support technique de la plateforme.

Il est rappelé que la durée du téléchargement est fonction du débit ascendant de l'accès Internet du soumissionnaire et de la taille des documents à transmettre.

Le soumissionnaire n'est pas tenu de signer électroniquement son offre.

Le soumissionnaire devra s'assurer du chiffrage de son offre avant envoi et accepter l'horodatage retenu par la plateforme.

Les offres devront être déposées avant le **vendredi 06 juin à 12h00**.

ARTICLE 9 : DOCUMENTS A PRODUIRE PAR LE CANDIDAT RETENU LORS DE L'ATTRIBUTION DU MARCHE

Les pièces prévues par le formulaire d'information du candidat retenu établi sous le **formulaire NOTI1**, dont celles mentionnées aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du code du travail.

Attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (si ces éléments ne sont pas déjà demandés dans le cadre du **formulaire NOTI2**) ou documents équivalents en cas de candidat étranger.

Ces pièces seront à remettre par le candidat choisi comme attributaire du marché dans un délai de 10 jours à compter de la date de réception de la demande émise par le pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 10 : VOIES ET DELAIS DE RECOURS

Le tribunal territorialement compétent est : tribunal administratif de Pau.

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de

justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat ;

- référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA ;
- recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme. Le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat ;
- recours de pleine juridiction ouvert aux concurrents évincés, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.